

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur l'économie algérienne en 2020. Outre ses conséquences néfastes sur le plan sanitaire, la pandémie est venue aggraver d'autres facteurs négatifs, tels que la chute du prix du pétrole, ce qui a plongé l'économie algérienne dans la récession. Le PIB réel a baissé de 4,7 % en 2020, après une très faible croissance de 0,8 % en 2019. Les mesures mises en place pour contenir la COVID-19 ont eu de sérieuses répercussions sur les secteurs des services et de la construction, qui ont connu de nombreuses suppressions d'emplois. La baisse des recettes d'exportations de pétrole et de gaz a contribué à creuser davantage les déficits publics et externes. Ainsi, le déficit budgétaire a plus que doublé, passant de 5,6 % du PIB en 2019 à 13,6 % en 2020, sous la pression combinée d'une chute des recettes des hydrocarbures qui représentent une large part des recettes publiques, et des dépenses publiques importantes afin d'atténuer les retombées économiques de la crise sanitaire. Le déficit de la balance courante a également augmenté, passant de 10 % du PIB en 2019 à 14,8 % en 2020, en raison de la forte dépendance du pays aux exportations d'hydrocarbures et des importations structurellement élevées. En conséquence, le niveau des réserves en devises a graduellement baissé, pour atteindre un niveau couvrant seulement 12 mois d'importations à la fin de 2020 alors qu'il en couvrait 13,6 mois à la fin de 2019. Afin de fournir aux banques une liquidité supplémentaire pour financer l'économie, la Banque d'Algérie a nettement baissé le ratio des réserves obligatoires à 3 % en septembre 2020 alors qu'il était de 12 % en février 2019. En 2020, l'inflation était de 2,4 %, comparativement à 2 % en 2019. Toutefois, si le gouvernement recourt au financement monétaire du déficit budgétaire, il pourrait sur la durée

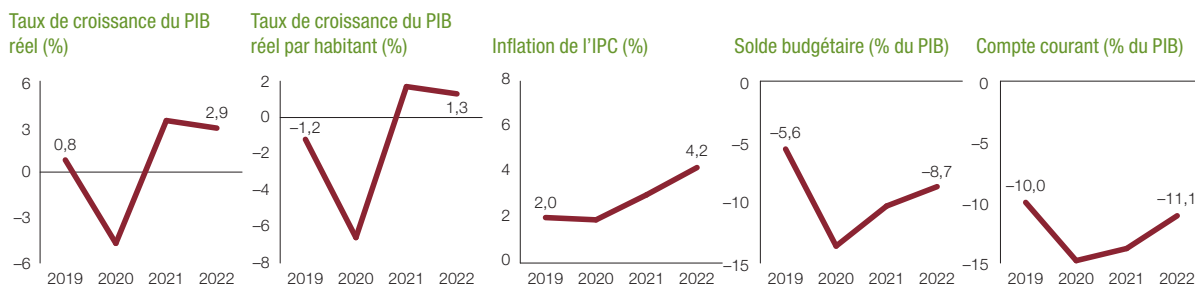
restreindre l'objectif de la politique monétaire de limiter les flambées inflationnistes.

Perspectives et risques

La croissance pourrait revenir dès 2021 à partir du moment où les vaccins permettraient un contrôle mondial de la pandémie, ce qui redynamiserait l'économie mondiale. Dans ce cas de figure, il se produirait un rebond important de la croissance réelle estimée à 3,4 % du PIB en 2021. Un retour à un niveau élevé de croissance permettrait une réduction importante du déficit budgétaire global qui passerait à 10,3 % du PIB en 2021 et à 8,7 % en 2022. La tendance serait similaire pour le déficit de la balance courante, qui serait ramené à 13,8 % en 2021 et 11,1 % en 2022. Cependant, l'Algérie devrait approfondir les mesures pour élargir l'assiette fiscale, portée par la loi de finances de 2021, et mettre en place un programme visant à diversifier son économie en vue de limiter la dette publique interne. Dans le cas contraire, la forte dépendance de l'économie algérienne aux hydrocarbures continuera d'entraver ses perspectives de développement sur le moyen terme.

Questions et options de financement

Dans la mesure où les autorités ont décidé de ne pas emprunter à l'extérieur, la dette publique de l'Algérie est essentiellement interne et a considérablement augmenté depuis 2016 pour financer le déficit découlant de l'augmentation des dépenses et de la baisse des prix des hydrocarbures. À la fin 2019, tandis que la dette publique externe représentait moins de 1 % du PIB, la dette interne, y compris les garanties, était légèrement supérieure à 46 % du PIB et pourrait augmenter dans les années à venir.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.